

Marx (1851-1852) :**Le dix-huit Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte**

Fiche de lecture réalisée par les agrégatifs de l'ENS Cachan

MARX Karl (1851-1852), *Le dix-huit brumaire de L-N. Bonaparte*, Éd. Sociales, 1992

L'ouvrage est un regroupement d'articles écrits par Marx entre 1851 et février 1852 pendant son exil à Londres. La première publication de tous ces articles a lieu à New York au Printemps 1852 dans la Revue *Révolution*. Dans la préface de 1869, Marx revient sur les motifs qui l'amenèrent à faire une analyse historique de la prise de pouvoir de Louis-Napoléon Bonaparte : « Quant à moi, je montre, par contre, comment la lutte des classes en France créa des circonstances et une situation telles qu'elle permit à un personnage médiocre et grotesque de faire figure de héros. » En effet, Marx offre en premier lieu une interprétation des faits politiques et des mouvements au sein des partis mais à sa manière c'est-à-dire en termes de relations sociales entre les classes et des intérêts qui les sous-tendent. A travers l'interprétation historique, il propose aussi une théorie de l'État. Ce n'est pas une instance supérieure déconnectée du social mais au contraire un miroir des luttes sociales.

En effet, la république qui fait suite à la Monarchie de Juillet est dirigée par une bourgeoisie constituée en partis royalistes issus de cette monarchie dont les intérêts sont antagonistes : les orléanistes défendent la bourgeoisie financière et industrielle créée et renforcée pendant la Restauration et la Monarchie de Juillet, tandis que les légitimistes représentent certes la branche royale des Bourbons mais surtout une aristocratie dont le pouvoir est fondé sur la propriété foncière. Or, ils sont paradoxalement des propagandistes de la république, car c'est alors le seul régime qui permette une domination commune des différentes fractions de cette bourgeoisie. Le fonctionnement de l'État est donc animé par ces luttes plus que par la défenses d'idées ou de projet politique à proprement parler.

Marx souligne par ailleurs combien *toutes* les formes de régimes ont depuis la fin du féodalisme renforcé le pouvoir de l'État en centralisant les activités et en augmentant sa sphère d'influence par le biais notamment d'un essor massif de son appareil (bureaucratie et armée notamment). Dès lors, choisir entre le despotisme et la forme républicaine n'a pas grande importance pour les acteurs historiques car selon l'auteur, l'effort de centralisation n'a pour ultime but que la lutte contre la révolution prolétarienne. Après la révolution de février 1848 toutes les classes se sont liguées contre le prolétariat au nom de l'ordre. Ainsi, cette mainmise sur les intérêts collectifs doivent être réappropriés par le peuple et plus précisément par les possesseurs de la force de travail. En filigrane on trouve donc une analyse de la révolution prolétarienne : elle est le point de départ de la ré-appropriation, par la majorité que constitue le prolétariat, de la gestion des intérêts collectifs de la société.

Le 18 Brumaire revient sur l'incapacité qu'a eu la bourgeoisie de jouer « son rôle historique ». Menés par leurs intérêts de classe et par leur « religion de l'ordre », les partis au pouvoir ont progressivement retourné les armes contre eux-mêmes (successivement en rompant avec le pouvoir exécutif tout en le ménageant, en échouant à mettre l'armée de son côté, en ne parvenant à mobiliser les masses et en se séparant d'elle finalement par la suppression du suffrage universel). Par ailleurs, la bourgeoisie n'a pas, dans la rue, joué son rôle historique d'avant garde éclairée. En effet, Marx soutient en fin d'ouvrage que le prolétariat ne pouvait se soulever sans l'aide de la petite bourgeoisie. La bourgeoisie s'est donc sabordée sur le plan politique et historique en laissant la place au représentant de la « canaille parisienne », Louis-Napoléon Bonaparte.

Pour rafraîchir un peu les mémoires, je reprends d'abord quelques éléments historiques avant de livrer un résumé des analyses faites par l'auteur.

Quelques rappels historiques...

1830-1848 : Monarchie de Juillet (Louis-Philippe)

1848-1852 : II^e République

1852-1870 : II^d Empire

Louis-Napoléon Bonaparte naît en 1808 (et meurt en 1873), il est le neveu de Napoléon I^{er}. La Révolution de Février 1848 fait basculer le monarchie de Juillet et rétablit le suffrage universel (que l'on supprimera cependant en 1850). En Juin 1848, une révolte a lieu de nouveau et est sévèrement réprimée par le gouvernement provisoire menée par les républicains radicaux et leur représentant Ledru-Rollin. Louis-Napoléon profite du chaos pour être élu président de la II^e République car c'est « le seul candidat dont le nom soit connu des ruraux » (*Universalis*). Il est élu massivement (5,5 millions de voix contre 1,5 million pour Cavaignac rendu impopulaire par la répression de Juin et 370 000 voix pour Ledru Rollin).

Le 2 décembre 1851, Louis-Napoléon mène un coup d'État contre l'Assemblée. Quelques jours après a lieu un plébiscite qui approuve le prince-président par plus de 7 millions de voix contre moins de 600 000. Les républicains ne parviennent pas à soulever le peuple car les ouvriers se souviennent des journées sanglantes de 1848 : c'est en effet la République qui les avait massacrés, pourquoi alors la défendre ? Louis-Napoléon promet de rétablir le suffrage universel supprimé 2 ans auparavant, ce qu'il fait effectivement mais établit une Constitution dans laquelle il s'attribue les pouvoirs d'un dictateur. Au cours de l'année 1852 il prépare l'opinion à la restauration de l'Empire qui est approuvée par le peuple la même année grâce à un plébiscite encore unanime. Toutefois, l'analyse de Marx s'arrête en février 1852, avant que l'Empire ne soit restauré.

I. Interprétation critique de la République bourgeoise

Relecture des événements par Marx

Pour Marx, 3 phases se succèdent entre février 1848 et décembre 1851 :

Février - mai 1848. C'est une période confuse qui fait suite à la révolution de février. Elle est dominée par un gouvernement *provisoire* où toutes les décisions et les forces en action n'auront en effet qu'un caractère *provisoire*. Après les barricades de février, selon Marx, la République semblait chose naturelle. Les prolétaires fondaient de grands espoirs sur la mise en place d'une « république sociale » mais « les anciennes puissances s'étaient [déjà] groupées, rassemblées, ressaisies ; et elles trouvaient un appui inattendu dans la masse de la nation, chez les paysans et les petits-bourgeois, qui se précipitaient tout à la fois sur la scène politique, dès que furent tombées les barrières de la monarchie de Juillet ». Le prolétariat s'est vu ainsi usurper le pouvoir qu'il avait conquis lui-même par les armes.

Mai 1848 - mai 1849 : la période de la constitution de la République ou de l'Assemblée Nationale constituante. Cette éviction des prolétaires de la scène politique engendre l'émergence d'une « république bourgeoise » dont l'Assemblée est élue par des élections nationales. Blanqui et ses camarades, « les véritables chefs du parti prolétarien » sont évincés. L'insurrection de juin est alors un moyen –violent– pour les prolétaires de reprendre un pouvoir qui leur est dû. Ils sont sévèrement réprimés par les hommes qui se réclament de la République. La République bourgeoise l'emporte car elle a avec elle la garde nationale, les bourgeois, le clergé et la population rurale (tout le monde en somme sauf le prolétariat industriel). Pour Marx, l'insurrection de juin a révélé qu'en Europe le problème n'était pas de choisir entre république ou monarchie, car la « république bourgeoise est ici synonyme de despotisme illimité d'une classe sur l'autre classe. » En juin 1848, c'est le « parti de l'ordre » constitué de toutes les classes et de tous les partis qui s'est élevé contre la classe prolétarienne « considérée comme le parti de l'anarchie, du socialisme, du communisme. » Or, c'est précisément cette « religion de l'ordre » qui a transformé Napoléon III en « sauveur de la société ». Cette idée revient tout au long du livre.

Mai 1849 - décembre 1851 : République constitutionnelle et parlementaire : « si jamais période historique fut sans expression, ce fut bien celle-là. »

Pour Marx c'est une période où la république n'est en réalité qu'un fantôme de monarchie : « elle n'est que l'infamie combinée de deux monarchies : la Restauration et la monarchie de Juillet ».

Une forte coalition royaliste (« le parti de l'ordre ») composée de légitimistes, d'orléanistes et de représentants bonapartistes fait face à des « républicains purs », très peu nombreux (comme Cavaignac) et à la « Montagne », parti social démocrate constituant le grand parti d'opposition et qui, pour aller vite, représentait l'idée de République face à la réaction. Toutefois, les luttes intestines au sein du parti de l'ordre (pour savoir quel candidat prétendant au trône pourrait sortir vainqueur) et une certaine avancée des républicains radicaux au sein de la population rurale, pouvaient laisser penser le 28 mai 1849 que la Montagne pourrait remporter la campagne. Mais « quinze jours plus tard, elle avait tout perdu, même l'honneur ».

La fin officielle de la Montagne a donc lieu en mai 1849. Tout est déclenché lors de la décision unilatérale de Louis-Napoléon de bombarder Rome. Ce bombardement violait un article de la Constitution. La Montagne dépose alors une mise en accusation de Bonaparte et de ses ministres et va même jusqu'à déclarer qu'elle irait jusqu'à défendre la Constitution « les armes à la main » ce qui était une erreur car elle se borna à des manifestations pacifistes qui se heurtèrent aux troupes de la garde nationale. En effet, « si la Montagne voulait l'emporter au Parlement elle ne devait

pas appeler aux armes. Si elle appelait aux armes au sein du Parlement, elle ne devait pas rester parlementaire dans la rue. » Ainsi, la Montagne a trop présumé de ses forces, n'a pas mené son projet à exécution et s'en est tenue aux menaces sans mise en application. L'aurait-elle pu d'ailleurs ? Elle pensait que l'armée se soulèverait en sa faveur or l'élément déclencheur était l'opposition au bombardement de Rome : les soldats français ont donc pensé que les républicains étaient du côté des soldats romains et pas du leur. Le choix du motif n'était donc pas judicieux si la Montagne voulait s'accorder les faveurs de l'armée. D'autre part, les ouvriers avaient depuis juin 1848 une aversion profonde contre la garde nationale. Pour réduire les antinomies, il fallait que des intérêts communs soient en jeu, or la violation d'un article de la Constitution n'en était pas un (elle avait déjà été violée à plusieurs reprises sans réaction de la Montagne).

Le 13 juin 1849 marque donc la fin des espoirs de la Montagne mais aussi la subordination de la Constitution aux décisions prises par la majorité de l'Assemblée Nationale. Ensuite, c'est une victoire pour Bonaparte qui était personnellement visé par la Montagne dans l'opposition à la violation de la Constitution. Ainsi, « le parti de l'ordre gagna la victoire, Bonaparte n'eut qu'à l'encaisser. »

L'Assemblée s'ajourna de la mi août à la mi-octobre, longues vacances qui laissèrent Louis-Napoléon seul à la tête de la République. Or, selon Marx ce fut une terrible faute politique : « il est évident qu'il ne manquait plus qu'un détail pour achever la véritable figure de cette République, rendre permanentes les vacances du Parlement, et, à sa devise : *Liberté, égalité, fraternité*, substituer cette autre très claire : Infanterie, cavalerie, artillerie. »

Au retour de l'Assemblée, Louis-Napoléon ordonna la démission du ministère Barrot-Falloux. De cette façon, Bonaparte montra qu'il avait installé le ministère Barrot, au nom du parti de l'ordre pour se débarrasser de l'Assemblée nationale républicaine (décédée en juin je rappelle); il le renvoya pour montrer que sa propre personne n'avait rien à voir avec l'Assemblée nationale du parti de l'ordre. Cet événement fit perdre au parti de l'ordre l'élément indispensable au maintien du régime parlementaire à savoir le maniement de l'exécutif et par extension le maniement d'un demi million de fonctionnaires.

Bonaparte constitua ensuite son propre gouvernement. Toutefois, après ces décisions d'autorité, il recula sans cesse au point que sa « niagerie » fit de lui l'objet des railleries de son propre ministère et de toute l'Assemblée. S'en suivit une courte période de règne absolu de la classe bourgeoise et de mépris total à l'égard du président.

Cependant, jusqu'au coup d'État de 1851, la bourgeoisie s'entêtera à supprimer ses propres instruments de pouvoir (ce point est plus précisément abordé dans II.)

Interprétation en termes de classes

Toutefois, une telle présentation des événements n'entrevoit que la surface des choses. Selon Marx, c'est en termes de lutte des classes qu'il faut plutôt décomposer les forces en présence. Ce qui sépare les légitimistes et les orléanistes, ce n'est pas tant le retour d'un quelconque roi sur le trône mais la sauvegarde des conditions matérielles de leur existence. Les légitimistes sont marqués par la grande propriété foncière, tandis que les orléanistes se sont davantage investis dans la haute finance, la grande industrie et le commerce c'est-à-dire dans le capital. Cette lutte entre royalistes est donc marquée par l'opposition campagne/ville, propriété foncière/capital. Chacune des parties cherchait ainsi à restaurer sa propre suprématie et à rétablir la subordination de l'autre. Toutefois, elles appartenaient toutes deux à la bourgeoisie car selon Marx, la grande propriété foncière s'était considérablement embourgeoisée au fur et à mesure que se développait la société moderne.

Mais sur la scène politique, ces royalistes ne firent rien pour restaurer la monarchie. Ils s'acquittèrent de leur tâches en tant que parti de l'ordre c'est-à-dire en tant que groupement *social* et non pas comme groupement *politique*. Ils se posèrent en tant que membres de la classe bourgeoise opposée aux autres classes et non comme royalistes opposés aux républicains. La paradoxe est d'importance car lorsque Louis-Napoléon s'est mis à menacer leur toute puissance parlementaire, ils furent forcés d'afficher la nuance politique de leur pouvoir et agirent alors en républicains et non plus en royalistes...

En face de cette bourgeoisie coalisée se trouve la social-démocratie composée de petits bourgeois et d'ouvriers et représentée par la Montagne qui s'oppose aux royalistes et à Louis-Napoléon. La Montagne va même jusqu'à s'allier avec les socialistes. Ils élaborent un programme commun en février 1849. La tendance est au compromis : les revendications sociales des prolétaires perdirent leur pointe révolutionnaire et les prétentions démocratiques de la petite bourgeoisie prirent une pointe socialiste. Ainsi, la nouvelle Montagne souhaitait des institutions républicaines démocratiques non pas pour supprimer les deux extrêmes qui sont le capital et le salariat mais « pour en atténuer l'antagonisme et le transformer en harmonie ». Cette volonté de transformer la société en s'appuyant sur la démocratie mais sans dépasser les cadres de la petite bourgeoisie, mena la Montagne à sa propre perte. En effet, elle disait lutter pour la République et les droits de l'homme alors qu'ils ne constituaient pas le but final de sa politique : « c'est ainsi qu'une armée que l'on veut désarmer et qui résiste ne s'est pas mise en campagne pour rester en possession de ses propres armes. » D'où l'échec de la Montagne en juin 1849.

Le démocrate selon Marx est le représentant de la petite bourgeoisie et pense ainsi faire partie d'une classe intermédiaire (où les intérêts des deux classes s'amoindrissent par ailleurs) qui lui donnerait l'impression de planer au-dessus de l'opposition de classe. Or, c'est précisément cette volonté de défendre « le peuple » en général qui le mène à l'échec car il s'engage aveuglément dans une lutte qui au lieu de mobiliser tout le monde, ne mobilise personne. Soulignons ici que Marx n'établit pas une critique de la démocratie mais bien des démocrates tels qu'il les observe dans le contexte de la République parlementaire.

Outre la réaction ou l'oppression, la politique du parti de l'ordre est frappée d'une incurable stérilité. Qu'il s'agisse du droit de pétition ou d'accords de libre-échange, le parti de l'ordre crie au socialisme comme il crierait au loup. Selon Marx, « elle [la bourgeoisie] comprenait en réalité que tout ce qu'on appelait libertés bourgeoises ou organes de progrès attaquait et menaçait aussi bien dans son fondement social que dans son couronnement politique, sa domination de classe. » La bourgeoisie se met ainsi à abominer comme socialiste ce qu'elle prônait avant comme libéral. Elle avoue que dans son propre intérêt, il faut la soustraire au danger d'avoir à gouverner elle-même. Le discours de Marx paraît assez étonnant dans ce passage. En effet, comme le souligne G. Prunier dans l'avant-propos de l'ouvrage, Marx semble insinuer que les idées ont une autonomie et que les « organes de progrès » peuvent avoir une valeur révolutionnaire. Or dans les années 20, au sein du PCF, « on aurait été accusé d'« idéalisme bourgeois » ou de « réformisme pour moins que ça ». Par conséquent, cet ouvrage est pour Prunier une œuvre riche car pétrie encore de contradictions à la différence du marxisme dogmatique de parti qui aura cours tout au long du XX^e siècle.

II. Comment la bourgeoisie s'est-elle sabordée ?

La suppression du suffrage universel : « La loi du 31 mai 1850 fut le coup d'État de la bourgeoisie ».

En mars 1850 ont lieu des élections qui favorisent largement les sociaux démocrates. Mais ils ne prennent pas la mesure de la brèche qui s'ouvre à eux et ne font rien de leur succès. Le parti de l'ordre, conscient de la menace, profite de cet événement pour attaquer le Suffrage Universel qui est supprimé le 31 mai 1850 sans que la minorité à l'Assemblée ne réagisse vraiment. Cette loi fut selon Marx « une des nécessités de la lutte des classes » : c'était en fait le seul moyen pour la bourgeoisie de rester au pouvoir et ainsi défendre ses propres intérêts de classe devant l'avancée républicaine. D'autre part, avant cette suppression, la loi voulait que l'élection d'un candidat à la présidence recueille au moins 2 millions de voix sans quoi c'est l'Assemblée qui nommait le président. Avec la suppression du suffrage universel, 3 millions d'électeurs sont rayés des listes mais le quotas des 2 millions reste vigoureux : ainsi la loi du 31 mai fit passer frauduleusement l'élection du président de la main du peuple à celle de l'Assemblée.

C'est néanmoins une période de croissance économique et d'amélioration des conditions de vie des ouvriers. Ce regain de bien-être provoqua en partie l'atonie de la classe ouvrière, qui renonça ainsi selon Marx « à l'honneur d'être une classe conquérante » et accepta d'oublier « l'intérêt révolutionnaire de [sa] classe. »

Comment l'Assemblée livra l'armée à l'ennemi

La période suivante (mai 1850-mai 1851) est marquée par les luttes incessantes entre Louis-Napoléon et l'Assemblée. Cette dernière qui n'a plus le peuple pour ennemi depuis la suppression du Suffrage Universel, n'a désormais que le pouvoir exécutif comme adversaire. Le Président, avec la « société du 10-décembre »¹ multiplie les affaires frauduleuses, et demande une augmentation exorbitante de son traitement, sujets de conflit pour lesquels l'Assemblée ferme les yeux au nom, là encore, du maintien de l'ordre.

Puis Louis-Napoléon partit en campagne dans toute la France pour gagner en popularité. L'accompagna la « société du 10-décembre ». Or, la situation se dégrada lorsque Louis-Napoléon voulut faire de l'armée officielle une société du 10-décembre. Il chercha en vain à mettre le général en chef de l'armée de Paris, Changarnier, de son côté. Mais celui-ci répugnait à ce que ses troupes hurlent, sous les armes, des slogans politiques. La presse monta l'affaire en épingle. Les esprits s'échauffèrent, l'armée se crut divisée en deux parties dirigées l'une par Bonaparte, l'autre par Changarnier. Un combat entre les deux factions étant imminent, Louis-Napoléon voulut calmer les esprits en renvoyant son ministre de la guerre et en envoyant le 12 novembre 1850, un message de réconciliation à l'Assemblée en affirmant : « la France demande avant tout du repos ». En somme, il demandait qu'on le laisse faire à sa guise, écrit Marx.

L'Assemblée, et le parti de l'ordre en premier lieu, laissèrent la crise passer. En effet, il craignait un retour des troubles révolutionnaires, mais aussi de passer aux yeux de sa classe, la bourgeoisie, comme un fauteur de désordre. On évita ainsi tout débat irritant.

¹ Société secrète que Bonaparte avait fondée en 1849. Selon Marx, « sous le prétexte de fonder une entreprise de bienfaisance, on avait organisé en sections secrètes la canaille de Paris (...) et qui à l'exemple de Bonaparte, éprouaient le besoin de vivre aux dépens de la nation qui travaille ». Elle regroupait des catégories assez vastes de la société qui allaient selon l'auteur des bourgeois corrompus, aux charlatans, maquereaux ou autres littérateurs, « en un mot, toute la masse confuse, irrégulière, flottante, que les Français appellent *la bohème*. » Les *décembristes* accompagnaient ainsi Louis-Napoléon dans ses déplacements, chauffaient les foules et les invitaient à crier « vive l'Empereur ». C'était aussi son armée privée.

Le silence fut rompu fin décembre. La guerre éclata à cause d'un mandat d'arrêt établi contre un parlementaire par le ministre de la justice. Cette affaire apparemment sans conséquence déclencha les foudres de l'Assemblée qui exige que l'on aille enlever de force son parlementaire à la prison de Clichy.

Voici comment Marx analyse ces derniers événements : « pendant les mois de novembre et de décembre, l'Assemblée nationale, dans toutes les occasions vraiment importantes, évita ou même étouffa la lutte avec le pouvoir exécutif. A l'heure qu'il est nous la voyons forcée d'accepter la lutte à propos de n'importe quoi. » Or, c'est trop tard, les paroles pathétiques de l'Assemblée qui déclare la République en danger sont devenues insipides et le prétexte de la lutte apparaît comme une hypocrisie ou une exagération. De son côté, l'opinion est déroutée par « la stratégie de ces gens qui font la paix là où tout le monde s'attend à des batailles, et passent à l'attaque où tout le monde croit la paix signée. »

Fin décembre, Bonaparte passe à l'offensive en demandant la destitution de Changarnier. Après différentes péripéties, il est en effet destitué en janvier. Ainsi, en livrant l'armée au camp bonapartiste, « le parti de l'ordre déclare que la bourgeoisie n'a plus qualité pour régner. » Sans l'armée et sans le peuple pour la soutenir (SU supprimé), l'Assemblée est devenue bien fragile. C'est le début de la guerre entre l'Assemblée et le pouvoir exécutif, menée cette fois ouvertement, « mais seulement après que le parti de l'ordre a perdu ses armes et ses soldats. »

Du côté de la population, les troubles politiques n'eurent pas d'impact. Pour Marx ce silence des prolétaires est là encore dû surtout à la croissance économique. Les manufactures marchent à plein, l'épargne augmente, les vivres abondent.

L'agonie de l'Assemblée et le « crétinisme parlementaire ».

Le 18 janvier 1851, un vote de méfiance (issu d'une coalition entre la Montagne et le parti de l'ordre) contre le ministère a lieu mais pas contre le président. C'est là encore le symptôme selon Marx de « cette maladie spéciale qui depuis 1848 exerce ses ravages sur tout le continent, le *crétinisme parlementaire*. » En effet, les membres du parti de l'ordre ont sapé eux-mêmes les conditions du pouvoir parlementaire « comme ils ne pouvaient du reste pas manquer de le faire dans leur lutte contre les autres classes », mais ils considèrent encore comme des victoires leurs victoires parlementaires « et se figurent atteindre le président en frappant sur ses ministres. »

La coalition entre le parti de l'ordre et la Montagne laisse espérer à cette dernière une amnistie des condamnés politiques de 1848. Mais le ministre de l'Intérieur agit alors le « spectre rouge » en annonçant que le calme de la population n'était qu'apparent, que divers troubles avaient lieu en province, pour que le parti de l'ordre répugne cette proposition qui aurait pourtant permis de conquérir à l'Assemblée une grande popularité et de ramener Louis-Napoléon dans ses bras. Cette crainte du désordre finit d'amoindrir le parti de l'ordre qui selon Marx, aurait dû plutôt « laisser un peu de jeu à la lutte des classes et ramener l'exécutif dans sa dépendance. »

En janvier, Bonaparte avait nommé un gouvernement d'inconnus inoffensifs, en somme un « gouvernement extra-parlementaire ». En avril, il rappelle Faucher (à l'initiative de la suppression du SU) et fonde ainsi un gouvernement « anti-parlementaire qui réunissait harmonieusement, ironise Marx, de par sa composition, les votes de défiance des deux Assemblées, constituante et législative, républicaine et royaliste ». Bonaparte considérait déjà comme morte l'Assemblée, laquelle ne se doutait pourtant pas qu'elle était si proche de sa fin.

Un enjeu majeur va cristalliser toutes les luttes : la révision ou non de la Constitution doit être décidée le 29 mai 1851.

Les bonapartistes ont besoin de cette révision car elle permettrait de supprimer l'article stipulant le mandat non renouvelable du président. Ainsi, Louis-Napoléon pourrait être réélu.

Les républicains sont contre la révision, laquelle est considérée comme une conspiration contre la république.

Le parti de l'ordre, est pris dans d'inextricables contradictions de classe. Repousser la révision c'était tenter Bonaparte d'employer la force et de livrer Paris à l'anarchie. Accepter une révision globale, c'était relancer le problème de la succession au trône et donc les querelles entre Bourbons et d'Orléans, légitimistes et orléanistes, propriété foncière et grand capital. L'ordre était donc menacé dans les 2 cas. Ce que montre encore Marx à cet endroit, c'est que paradoxalement, la République parlementaire était plus qu'un terrain neutre entre ces deux fractions, mais la condition *indispensable* de leur commune domination. En effet, c'était la seule forme de gouvernement où, à leur commun intérêt de classe se soumettaient à la fois les prétentions de leurs diverses fractions et toutes les autres classes de la société. La preuve en est qu'une possible restauration n'a jamais été vraiment défendue par les royalistes : le décret de bannissement qui frappait les familles royales n'a jamais été suspendu par les royalistes...

Ainsi, la véritable fusion de la Restauration et de la monarchie de juillet c'était la République parlementaire, « où les différentes espèces de bourgeois se confondaient dans le bourgeois en soi, « le genre bourgeois » ».

Une tentative de fusion a lieu entre partisans des Bourbons et représentants de la maison d'Orléans. Mais c'est sans lendemain, car une telle fusion signifiait l'abdication des Orléans, branche royale plus tardive, ce à quoi ils se refusaient évidemment. Cette échec de la fusion signifie pour Marx également, l'échec de la fusion parlementaire qui décomposa de nouveau le parti de l'ordre « en ses éléments primitifs ».

Le vote eut lieu après de vifs débats : le 19 juillet 1851, on décida de repousser la révision.

Quelle interprétation en fait Marx ?

446 voix et donc la majorité, s'exprimèrent pour la révision, 278 étaient contre. Or, il est inscrit dans la constitution qu'une révision constitutionnelle nécessite les trois quarts des votes à l'Assemblée. Ainsi, les votes « pour », bien qu'ils soient majoritaires, n'étaient pas suffisants pour réviser la constitution. Ce par quoi Marx conclut : « La majorité du Parlement se déclara contre la Constitution, mais la constitution se déclara elle-même en faveur de la minorité et affirmait que cette minorité avait force de loi (...) Le Parlement s'était prononcé en faveur de Bonaparte, mais la Constitution se prononçait contre le Parlement. Le Président agissait donc dans le sens du Parlement en déchirant la Constitution, et il agissait dans le sens de la constitution en dissolvant le Parlement. »

Par ce vote le Parlement avait sonné sa propre mort.

Dans le camp des légitimistes, on accuse les parlementaires d'avoir déserté la cause de Henri V au profit de Bonaparte. Du côté des d'Orléans, une rupture plus grave a lieu entre les politiciens et la bourgeoisie des affaires. En effet, les orléanistes comme Thiers avaient votés comme les républicains contre la révision par crainte d'une lutte de succession si la Constitution était révisée. Cette loyauté envers la maison d'Orléans était loin d'être pragmatique puisque l'aristocratie financière qui s'était taillée la part du lion dans le gouvernement de Louis-Philippe s'était depuis ralliée à Bonaparte quand ce dernier avait nommé Fould aux finances et qu'il l'avait chargé de protéger ses intérêts à la bourse. Les perturbations politiques perturbaient la bourse et le « repos de la France » que demandait Louis-Napoléon quelques mois plus tôt visait aussi le repos de la bourse. Ainsi, « l'aristocratie financière condamnait comme une perturbation de l'ordre, la lutte parlementaire du parti de l'ordre contre le pouvoir exécutif, et célébrait comme une victoire de l'ordre, toute victoire du président sur les prétendus représentants de l'ordre. »

En période de prospérité, comme c'est le cas jusqu'à janvier 1851, la bourgeoisie des affaires pestait contre les luttes parlementaires par crainte d'une perte d'entrain du commerce. Et en cas de dépression, comme c'est le cas à partir de février 1851, elle accuse les luttes parlementaires d'être la cause des perturbations du commerce.

La bourgeoisie a donc fini par basculer dans le camp de Bonaparte et fustigea largement les journalistes –bourgeois– qui essayaient de s'attaquer aux velléités de Restauration de l'Empire ou pour parler autrement, de défendre les droits politiques de la bourgeoisie contre le pouvoir exécutif. Ainsi, le parti de l'ordre à force de réclamer le repos et l'ordre s'est lui-même condamné au repos et au silence. La « masse extra-parlementaire bourgeoise » accabla le Parlement, multiplia les gestes de servilité envers le président et pour ainsi dire « déclarait nettement qu'elle brûlait du désir d'être débarrassée de son propre pouvoir politique, afin d'être débarrassée des soucis et des dangers des pouvoirs ». Marx soutient de cette façon que c'est l'incurable impotence de la bourgeoisie qui fabriqua le terreau favorable au retour de l'Empire.

La mort politique de la bourgeoisie qui n'est donc que la conséquence d'un sacrifice de l'intérêt général de la classe bourgeoise (c'est-à-dire son intérêt politique) à ses intérêts matériels est cependant attribuée, dans les journaux, au prolétariat qui n'aurait pas su voler au secours de la bourgeoisie...

III. Du prince-président à l'Empereur

Un coup d'État prévisible

L'année 1851 est une année de crise industrielle en France. La bourgeoisie accuse les troubles politiques mais en Angleterre, c'est une crise commerciale qui touche le pays. Quand les fabriques s'arrêtent en France, en Angleterre on les développe mais dans ces conditions beaucoup moins favorables qu'avant. Les raisons se trouvent dans les années précédentes de surproduction.

Comment réagit le bourgeois face aux crises politiques et au déclin de l'économie ? Il veut que cela cesse au plus vite, nous dit Marx et préfère crier à l'adresse de la République parlementaire « Plutôt une fin effroyable, qu'un effroi sans fin ! »

Bonaparte comprit ce cri d'autant plus que ses créanciers à l'approche de la nouvelle élection qui devait se dérouler en mai 1852, le pressait chaque jour davantage.

Le coup d'État, ce 18 Brumaire deuxième version était donc hautement prévisible. L'Assemblée s'était en effet prononcée contre une révision de la Constitution rendant Louis-Napoléon non éligible et son projet de coup d'État n'était un secret pour personne depuis janvier 1849 lorsqu'il avait proposé à Changarnier de s'allier avec lui pour prendre le pouvoir par la force.

En Octobre 51 Louis-Napoléon nomme un nouveau ministère qui serait responsable de rétablir le SU. Le président demande à l'Assemblée de voter une loi pour le rétablir ce qu'elle refuse la transformant là encore « en Parlement usurpateur au service d'une classe ». Quelques rebondissements plus tard, un ralliement unanime de la bourgeoisie industrielle à Bonaparte et la ruine du Parlement, le coup d'État eut lieu le 2 décembre à coup de canon dans Paris. Voici comment Marx résume laconiquement la période du 9 octobre 1851 à décembre 1851 : « Rupture ouverte entre le Parlement et le pouvoir exécutif. Le Parlement finit de mourir et succombe, abandonné de sa propre classe, de l'armée, de toutes les classes. Fin du régime parlementaire et du règne de la bourgeoisie. Victoire de Bonaparte. Parodie de restauration impériale. »

Le cas des paysans parcellaires

Dans le dernier chapitre de l'ouvrage, Marx s'interroge sur le résultat des élections qui font suite au coup d'État. Ainsi, il revient sur les célèbres paysans parcellaires et plus largement sur l'interprétation et le dévoiement que fait Louis-Napoléon des idées de son oncle, pour lesquelles Marx exprime un certain respect.

Tout d'abord une interrogation : pourquoi, alors que la bourgeoisie s'est vue retourner ses propres armes contre elle, le prolétariat n'a-t-il pas saisi l'occasion pour réagir après le coup d'État (et ainsi reprendre le pouvoir qu'on lui avait usurpé près de 4 ans plus tôt) ?

Pour Marx, le prolétariat ne s'est pas mobilisé car il lui a manqué ce que plus tard on désignera sous le nom d'« avant garde éclairée ». Entre le 1^{er} et le 2 décembre 1851, Bonaparte supprima le vote à bulletin secret : il suffisait d'apposer oui ou non à côté de son nom sur la liste électorale. A cette occasion « les bourgeois et les épiciers » tentèrent de mobiliser le prolétariat et ce fut un certain succès puisque certaines légions de la garde nationale promirent de se joindre à la lutte. Bonaparte prit peur et rétablit le vote secret 2 jours plus tard. Les « bourgeois et les épiciers » crurent qu'ils avaient gagné et ne reparurent plus. Ainsi, le prolétariat parisien s'est vu privé « de ses guides, de ses chefs de barricades ». Les émeutes sanglantes de 1848 les découragea par ailleurs de lutter aux côtés de la Montagne. Le prolétariat s'en remit ainsi « à son avant-garde, les sociétés secrètes, du soin de sauver l'honneur insurrectionnel » ce qui le mène à l'échec. Toutes les classes finalement se retrouvent donc soumises à ce même pouvoir exécutif (en la personne de Louis-Napoléon) parce que la bourgeoisie était passée à côté de son « rôle historique ».

C'est en premier lieu ce pouvoir exécutif centralisé et hypertrophié que Marx critique. Pour lui cette « organisation bureaucratique et militaire », ce demi-million de fonctionnaires, est le produit de la monarchie de droit divin dont les différents rois n'ont qu'affiner le fonctionnement. L'intérêt commun par ce processus devient intérêt supérieur, *général* : on transforma ainsi chaque intérêt commun (que ce soit un pont ou les chemins de fer) aux décisions personnelles des membres de la société en objet de l'activité gouvernementale. Pour Marx, la bureaucratie est sous la monarchie absolue et jusqu'au premier Empire, un moyen de préparer la domination de classe de la bourgeoisie. Puis elle devient sous la Restauration l'instrument de la classe du pouvoir « malgré tous ses efforts pour se créer une autorité indépendante ». Enfin arrive Louis-Napoléon qui donne à la machine de l'État désormais suffisamment consolidée, une autonomie complète qu'il peut maîtriser comme il l'entend. Pourtant, cette force gouvernementale ne repose pas sur rien : Bonaparte représente en effet une classe, celle là même des paysans parcellaires.

Les paysans parcellaires sont issus de la politique du premier Napoléon et de ses lois de démembrement. Ce système fut couronné de succès au début du siècle. Chaque paysan avec sa parcelle de terre pouvait en effet survenir à ses besoins, mais était séparé des autres par le mode même de production. Marx prend l'image flatteuse du sac à pommes de terre pour représenter une France composée d'autant de paysans isolés que de pommes de terre dans un sac.

Les paysans forment une classe « par le fait de vivre dans des conditions économiques d'existence qui distinguent leur mode d'existence, leurs intérêts et leur culture de ceux des autres classes et les posent réciproquement en ennemies ».

Mais ils ne forment pas une classe « par le fait de n'être unis que par un lien purement local, par le fait que l'identité de leurs intérêts ne crée pas de communauté, ni d'union nationale, ni d'organisation politique. »

On devine donc la distinction classe en soi/classe pour soi qui est en germe.

Comme les paysans parcellaires ne constituent pas à proprement parler une classe, ils ne peuvent se représenter eux-mêmes et donc cherchent des représentants hors de leur milieu. Pour Marx, ce représentant doit aussi être un maître capable de les protéger et « de leur envoyer d'en haut la pluie et le beau temps ». Les paysans ont fait la bêtise de penser qu'un homme du même nom que Napoléon pourrait rétablir leur splendeur passée. Or, pour l'auteur, cela exprime en partie la soumission de la société au pouvoir exécutif.

Les Bonaparte représenteraient le paysan conservateur qui veut consolider sa parcelle et surtout pas les paysans révolutionnaires qui voudraient l'étendre. « La dynastie des Bonaparte ne représente pas le progrès mais la superstition du paysan, son préjugé plutôt que son jugement, non pas sans avenir mais son passé... »

La domination de la République pendant 3 ans avaient provoqué quelques remous chez les paysans mais la bourgeoisie s'était vite empressée de les contenir par la violence. Or, en décembre 1851 la bourgeoisie accuse la paysannerie de l'avoir livrée à Bonaparte alors que Marx souligne que « c'est elle-même qui a, par la violence, affermi l'impérialisme de la classe paysanne ; c'est elle qui a maintenu les conditions qui forment le berceau de cette religion paysanne ».

En effet, comme les paysans souffraient en 1849 du bas cours des blés et de lourdes charges fiscales, ils commencèrent à s'agiter. Mais la bourgeoisie répondit en traquant les instituteurs dans les subordonnant au clergé tandis que les maires tombèrent sous la coupe des préfets. Période où la réaction dans les campagnes, « se fait plate, vulgaire, mesquine, ennuyeuse et vexatoire ; en un mot elle se fait gendarme. On comprend que trois années d'un régime de gendarmes, consacré par le régime des prêtres aient forcément démoralisés les masses insuffisamment mûres pour la liberté. »

Les conditions de vie des paysans se sont beaucoup dégradées depuis le début du siècle. La parcelle qui avait grâce au premier Napoléon fait la richesse des campagnes françaises devient au milieu du siècle « la loi de son esclavage et de son paupérisme ». En effet, le féodalisme disparut avec les démembrements, mais il fut remplacé dès la Restauration

par de lourdes hypothèques qui remplacèrent les charges féodales et transformèrent le pouvoir de la propriété foncière aristocratique en domination par le capital bourgeois.

Ainsi, Marx estime à 5 millions les paysans « au bord de l'abîme » en 1850 et c'est pour lui l'occasion unique d'une alliance avec les chefs du prolétariat des villes et d'un renversement de l'ordre bourgeois. Mais c'est sans compter la défense de « l'ordre matériel » qu'un gouvernement fort tel celui de Louis-Napoléon défendra bec et ongle.

Marx montre ensuite que l'impôt, la bureaucratie ou l'armée, « autres idées napoléoniennes » convenaient à la parcelle au début du siècle alors qu'aujourd'hui elles ne constituent que des « contresens ». L'action mimétique de Louis-Napoléon vis à vis de son oncle n'a que des conséquences fâcheuses et creuse toujours plus l'antagonisme entre l'État et la société.

Ainsi, la situation des paysans explique en partie, selon Marx, les élections de décembre 1851 et l'arrivée au pouvoir de Bonaparte.

Vers un nouveau conflit

Enfin, dans les dernières pages de l'ouvrage, Marx montre, avec une capacité d'anticipation qui ne doit rien à une quelconque prescience, mais tout à l'analyse concrète des situations historiques, en quoi l'issue nécessaire du Second Empire ne peut être qu'une nouvelle révolution. En effet, voulant à toute force instaurer un équilibre entre toutes les classes et fractions qui composent la société bourgeoise, Bonaparte les mécontente toutes et n'en satisfait aucune. Le ressort du bonapartisme est le clientélisme. Il faut donc prendre sans arrêt des mesures qui donnent à l'un en prenant à l'autre et finalement mécontentent tout le monde. D'où des mesures contradictoires sur le plan économique, des hésitations permanentes, une généralisation de la corruption et des pratiques douteuses ainsi que le recours à des expéditions aventureuses sur le plan de la politique extérieure : Mexique, Italie..., jusqu'à la guerre franco-allemande qui, en amenant la République, marque le début de la fin du régime bonapartiste (mais tout ça Marx ne le sait pas encore).